

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du Bataillon de Marche n°24
BP 10001
67050 STRASBOURG cedex

Strasbourg, le 10/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DYCKERHOFF Gravières et Sablières Seltz

BORD DU RHIN
BP 38
67470 SELTZ

Code AIOT : 0006700164

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/07/2025 dans l'établissement DYCKERHOFF Gravières et Sablières Seltz implanté Seltzer Grosswoerth – ZERC1 - 67470 SELTZ. L'inspection a été annoncée le 26/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée dans le cadre du suivi des installations, PPC (plan pluriannuel de contrôle) 2025, dans le but de vérifier les prescriptions applicables à l'installation : arrêté préfectoral d'autorisation du 11/10/2019.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DYCKERHOFF Gravières et Sablières Seltz
- Seltzer Grosswoerth - ZERC1 - 67470 SELTZ
- Code AIOT : 0006700164
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Exploitation d'une gravière alluvionnaire et d'une installation de traitement.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées au préfet ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer au préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Eaux pluviales + eaux de nettoyage	Arrêté Préfectoral du 11/10/2019, article 5.4.7	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
4	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 11/10/2019, article 5.5	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 11/10/2019, article 1.2.1/2 - 3.5	Sans objet
2	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 11/10/2019, article 3.2.1 3.2.2	Sans objet
5	Bruit	Arrêté Préfectoral du 11/10/2019, article 7.2.4	Sans objet
6	Milieu Naturel	Arrêté Préfectoral du 11/10/2019, article 2.1.2	Sans objet
7	Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 11/10/2019, article 8.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'a pas mis en évidence de non-conformité notable.

L'inspection demande à l'exploitant la prise en compte des remarques, principalement concernant la surveillance des eaux.

Aucune suite administrative n'est proposée à ce stade.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/10/2019, article 1.2.1/2 – 3.5
Thème : Situation administrative
Prescription contrôlée : 1. 2510-1 Tonnage maximal annuel : 1 000 000 tonnes Tonnage moyen annuel : 865 000 tonnes 2517-1 station de transit de produits minéraux ou déchets non dangereux inertes (90 000m ²) 2. L'autorisation d'exploitation de la carrière, est accordée pour une durée de 18 ans à compter de la notification du présent arrêté. 3.5 La côte minimale d'extraction est de + 60 m NGF sur l'ensemble du périmètre d'extraction
Constats : Le tonnage extrait en 2024, près de 870 000 tonnes, est dans les limites du tonnage maximal annuel autorisé. GEREPE est correctement complété.

Les travaux de remplacement du chariot de la drague démarré fin avril sont encore en cours. Ils devaient finir fin mai mais seront finalement terminés fin juillet. Il n'y a pas eu d'extraction depuis le début des travaux. Les stocks, faits en amont des travaux, permettent une continuité de l'activité jusqu'à début août.

Le projet d'approfondissement de l'extraction jusqu'à une profondeur de 100 mètres, dans le cadre de l'autorisation actuelle est toujours d'actualité. Le budget pour amorcer les travaux d'études (approfondissement et stabilité des berges) a été accordé par la direction. Des bureaux d'études ont été approchés pour cette étude. Une proposition technique et financière a été, pour exemple, montré à l'inspection. Cette dernière ne présente pas d'observation particulière de l'inspection. Les travaux d'études devraient avoir lieu à l'automne. L'inspection en étant informée, cela est suffisant à ce stade.

Ce projet sera, à l'issue de l'étude, porté à connaissance du préfet. L'inspection appréciera la substantialité de la modification au regard des enjeux et éléments du dossier et définira la procédure à suivre.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/10/2019, article 3.2.1 3.2.2

Thème : Autre, Plan d'exploitation

Prescription contrôlée :

Article 3.2.1 : Plan d'exploitation

Chaque année, est établi un plan d'exploitation orienté, à l'échelle 1/1500e. L'échelle est mentionnée sur le plan. Le plan comprend un maillage selon le système Lambert.

Sur ce plan sont reportés :

- les dates de levée ;
- le périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 m, la dénomination des parcelles cadastrales concernées ;
- les limites de sécurité et périmètres de protection institués en vertu de réglementations spéciales ;
- les clôtures ou tout dispositif équivalent ;
- les bords de la fouille ;
- le périmètre d'extraction ;
- les zones particulières de préservation écologiques ;
- les courbes de niveau (équidistantes, tous les 10 m d'altitude) ou les cotes d'altitude (NGF) des points significatifs et des points levés ;
- les courbes bathymétriques sur l'ensemble du plan d'eau équidistantes tous les 10m de profondeur ;
- la position de tous ouvrages ou équipements fixes présents sur le site et dans son voisinage immédiat et, en particuliers ceux dont l'intégrité conditionne la santé et la sécurité publique ;
- les installations de prélèvements d'eau ;
- les exutoires de rejets dans la darse et dans le plan d'eau ;
- l'emplacement exact du bornage ;
- l'étendue des zones décapées et l'emplacement des zones de stockage des déchets inertes d'extraction internes ;
- les limites des phases d'exploitation et de remise en état définies pour calcul des garanties financières ;
- les zones où l'exploitation est terminée, celles en eau, celles remblayées et celles remise en état ;

- les voies d'accès et chemins menant à la carrière ;
- les piézomètres, cours d'eau, et fossés limitrophes à la carrière.

Article 3.2.2 : Coupes

Des profils sont réalisés tous les 100 m tous les ans, dans les zones exploitées et dans les zones où sont constituées des zones de haut-fonds.

Ils sont réalisés dans la direction de la plus grande pente, avec des échelles horizontales et verticales adaptées, visant notamment à appréhender les pentes de stabilité naturelles des fronts d'exploitation.

Les coupes présentent les pentes théoriques, telles que mentionnées à l'article 3.5 du présent arrêté. Les pentes théoriques sont tracées à partir du bord de l'excavation, ou lorsque la limite du périmètre autorisée est dans une zone en eau, à partir du talus de référence en considérant un recul de 10 m par rapport au périmètre autorisé.

Les profils établis le 04/01/2018 par le cabinet de géomètres-experts Schaller-Roth-Simler servent de référence. Le talus de référence est représenté sur les coupes lors de leur mise à jour.

L'exploitant interprète les coupes conformément aux dispositions de l'article 2.6 du présent arrêté. Il vérifie notamment la conformité des pentes mentionnées à l'article 3.5 du présent arrêté. Les résultats sont consignés dans un registre.

Constats :

L'exploitant a présenté le plan d'exploitation du 09/01/2025, actualisé au 25/03/2025, pour intégrer l'entièreté du périmètre autorisé. Les profils en travers bathymétrique en date du 09/01/2025 ont été transmis après la visite.

Plan et profils n'appellent pas d'observations particulières de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Eaux pluviales + eaux de nettoyage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/10/2019, article 5.4.7

Thèmes : Risques chroniques, Surveillance des eaux

Prescription contrôlée :

Ces eaux doivent être canalisées.

Elles sont rejetées au milieu naturel dans les conditions ci après définies (...)

Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures.

En ce qui concerne les paramètres MEST - DCO et HC, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.

L'exploitant fait réaliser une fois par an, par un organisme compétent, l'ensemble des mesures permettant de vérifier la conformité des rejets aux présentes dispositions. Il fait également réaliser une mesure en sortie du séparateur d'hydrocarbures.

Le résultat des analyses et le bilan quant à la conformité des rejets sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées

Constats :

L'exploitant effectue les analyses prescrites par son arrêté.

Les derniers rapports d'analyse de la campagne annuelle du 03/12/2024 pour les eaux résiduaires après bassin & rejet Darse et du 10/04/2025 pour les eaux résiduaires après bassin ont été présentés et transmis à l'inspection.

Seuls les MES (Matières en Suspension) sont au-dessus des seuils autorisés par l'arrêté préfectoral. En sortie de bassin, le résultat était de 3800 mg/L en décembre 2024, 3300 mg/L en avril 2025 pour une VLE de 1000 mg/L autorisée dans l'arrêté préfectoral.. La teneur en MES était déjà élevée les années précédentes. Les travaux réalisés en 2024 suite à une brèche sur le dernier bassin n'ont pas permis de réduire les MES. L'exploitant émet une hypothèse quant à l'origine de ces fortes MES pouvant provenir, en ce moment, d'une extraction en un point de la gravière très chargée en fine par le passé.

L'échange a porté également sur la VLE en MES. La localisation de la sortie de bassin étant orientée vers un endroit du plan qui ne sera plus jamais défrUIT et proche de la zone de haut fond en cours de réalisation dans le cadre de la remise en état, l'exploitant sollicite une modification de la VLE.

L'inspection demande de ce fait un porté à connaissance, au préfet, pour étayer la demande, et justifier l'acceptabilité de ce rejet par le milieu récepteur.

Les derniers rapports vus par l'inspection donnent des mesures de rejets en Darse 2 mais pas en Darse 1 pourtant prescrites dans l'arrêté. La raison en est le manque d'eau. L'eau qui est éventuellement rejetée en Darse 1 provient du tunnel pré-stock qui en soi ne génère presque pas/jamais d'eau. La pertinence d'une analyse au niveau de ce point de rejet questionne. Par conséquent, l'inspection demande, à l'exploitant, des informations à ce sujet.

Le curage du séparateur d'hydrocarbure est réalisé une fois par an. Le dernier curage date du 23/09/2024. Le bulletin d'intervention ainsi que le BSD (Bordereau de Suivi des Déchets) associés ont été montré à l'inspection. L'exploitant n'a pas su quantifier précisément les déchets dangereux produits par le site car ils sont inclus (pour les boues du séparateur) dans la quantité des déchets de fosses. Il convient de pouvoir dissocier les différents déchets de manière à enregistrer dans GERE, si nécessaire, la quantité de déchets dangereux (si supérieure à 2 tonnes).

La mesure des hydrocarbures en sortie du séparateur d'hydrocarbures n'a jamais été faite. L'exploitant s'engage à le faire. L'inspection en demande la justification, dès réalisation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans un délai de six mois, l'inspection demande un porté à connaissance, au préfet, pour étayer la demande de modification de la VLE en MES et justifier l'acceptabilité de ce rejet par le milieu récepteur.

Dans un délai de six mois, l'inspection demande un résultat de mesure en sortie du séparateur d'hydrocarbure.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délai : 6 mois

N° 4 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/10/2019, article 5.5
Thèmes : Risques chroniques, Surveillance des eaux
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise une surveillance des eaux souterraines selon les modalités définies dans les articles ci-après. (...) Les résultats d'analyse font également apparaître la conformité des résultats par rapport aux valeurs de référence eaux brutes pour l'eau potable. L'exploitant analyse et interprète les résultats de la surveillance des eaux souterraines. Le niveau piézométrique de chaque ouvrage de surveillance est relevé deux fois par an (une fois en période de hautes eaux, une fois en période de basses eaux). L'exploitant joint aux résultats d'analyse un tableau des niveaux relevés (exprimés en mètres NGF), ainsi qu'une carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements, avec une localisation des piézomètres.
Constats : L'exploitant effectue les analyses prescrites par son arrêté. Le dernier rapport d'analyse de la campagne annuelle du 03/12/2024 a été présenté à l'inspection. Les résultats et conclusions sont globalement cohérents aux prescriptions. Seuls les résultats du COT (Carbone Organique Total) au droit du piézomètre 3 ainsi que dans la gravière (respectivement 2,9 mg C /L et 4,1 mg C /L) sont au-dessus de la VLE de 2mg C/L préconisée par l'arrêté du 11/01/2007 modifié par l'arrêté du 30/12/2022 relatif aux limites et références de qualité des eaux destinées à la consommation humaine. L'exploitant maintient l'hypothèse de l'impact de la rivière de la Sauer jouxtant l'exploitation. L'eau de la Sauer est alors supposée chargée en phytosanitaire provenant des terrains agricoles voisins. L'arrête préfectoral préconise que le niveau piézométrique de chaque ouvrage de surveillance soit relevé deux fois par an. Or, l'exploitant n'a fait jusqu'à présent qu'un seul relevé par an. Aussi, l'exploitant doit joindre aux résultats d'analyse une carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements, avec une localisation des piézomètres. Le rapport ne comprend pas ces éléments. Ce point a été discuté en séance et l'exploitant fera le nécessaire. L'exploitant devra justifier pour l'année 2025 de la bonne prise en compte de la prescription. Lors de la visite en 2024, l'inspection avait demandé à l'exploitant de compléter la base GIDAF (application de Gestion Informatisée des Données d'Autosurveillance Fréquente). Au jour de la visite 2025, l'exploitant a bien tenté de compléter GIDAF mais n'y est pas parvenu. L'échange avec l'inspection, puis le service en charge de GIDAF à la DREAL va permettre à l'exploitant de faire le nécessaire ; l'exploitant s'y est engagé.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra justifier pour le bilan de l'année 2025 de la bonne prise en compte de la prescription : fréquence du relevé du niveau des piézomètres et ajout d'une carte des courbes

isopièzes à date des prélèvements.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délai : 6 mois

N° 5 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/10/2019, article 7.2.4
Thèmes : Risques chroniques, Surveillance_Bruit
Prescription contrôlée : Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée avant décembre 2019 puis tous les 5 ans. La mesure de l'émergence est réalisée au niveau de la zone à émergence réglementée la plus proche (camping du Salmengrund). Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23/01/1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.
Constats : Un contrôle du niveau de bruit est bien planifié en 2025 d'ici à septembre, lorsque l'extraction sera à nouveau bien effective après les travaux de remplacement du chariot de la drague. L'exploitant transmettra à l'inspection les résultats du contrôle.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Milieu Naturel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/10/2019, article 2.1.2
Thème : Autre, Mesures d'évitement et d'accompagnement
Prescription contrôlée : L'exploitant met en œuvre les mesures suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • les berges remises en état et les espèces végétales (notamment les phragmites) qui y sont présentes sont maintenues en l'état ; • la mare située au Sud des terrains décapés est maintenue et ne fait l'objet d'aucun remblaiement ou modification ; • les nids de Bergeronnette grise présents dans l'emprise du périmètre autorisé (installations de traitement et station de transit) sont localisés au sol et protégés. Dans ce cadre, les nids sont repérés chaque année par un ornithologue au début de la période de nidification ; • les travaux d'entretien de la couverture végétale sont réalisés hors période de nidification des oiseaux nicheurs. Ils sont réalisés de septembre à février inclus ; • les espèces invasives identifiées dans l'emprise du périmètre font l'objet d'un traitement adapté (pas d'utilisation de produits phytosanitaires).
Constats : Le suivi et l'entretien écologique sont réalisés principalement par des prestataires extérieurs. Le compte-rendu d'intervention 2024 pour la « gestion des plantes exotiques envahissantes sur la

gravière » ainsi que le rapport 2024 du « suivi de la bergeronnette grise et avifaune » ont été transmis à l'inspection après la visite. Ces rapports soulignent l'intérêt écologique du site et des résultats très encourageants quant à sa préservation.

Une formation du personnel à la reconnaissance et aux enjeux liés aux plantes invasives a été réalisée le 31/07/2024. Une fiche d'émargement en atteste. Ainsi, le personnel peut reconnaître et traiter correctement les plantes dans le cadre de l'entretien du site.

Les bons de commande pour le suivi écologique 2025 ont été vus par l'inspection.

La gestion écologique du site est en bonne continuité.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/10/2019, article 8.5

Thèmes : Risques accidentels, VÉRIFICATION PERIODIQUE DES ÉQUIPEMENTS

Prescription contrôlée :

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.

Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.

Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées.

Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications

Constats :

Tous les matériels de protection de la personne (gilet de survie, harnais..) sont vérifiés annuellement.

Les matériels de sécurité des installations/infrastructures (chargeuse, accessoires de levage, échelles, potence, palan, passerelle...) sont vérifiés au moins annuellement. Les réparations/remplacements sont réalisés si nécessaire à l'issue des constats/rapports de contrôles. Toutes les interventions de contrôles pré-citées ont été vues par l'inspection.

Les installations électriques sont vérifiées annuellement. Les derniers contrôles en date du 16/10/2024 (rapport Q18 à l'appui) et du 08 au 15 janvier 2025 (rapport Q19 à l'appui) ont été suivis d'actions correctives par l'exploitant. Les rapports Q18 et Q19 ont été complétés par l'exploitant des interventions attestant les actions/prises en compte des constats.

L'inspection demande à l'exploitant une bonne continuité de prise en compte des points énumérés dans les rapports de sorte à avoir le moins possible de signalements.

Il n'y a pas de RIA sur site pour usage incendie, mais des extincteurs. Leur vérification est annuelle ; le dernier date du 27/08/2024. Une formation incendie et d'évacuation du site a eu lieu le 07/01/2025.

Note : les RIA sur site servent à humidifier les accès et site dans le cadre « poussière ».

L'exploitant utilise un logiciel de planification et de suivi de tous les contrôles à mener sur le site et ce sur tous les aspects de sécurité personne/matériel/incendie/installation. Cela permet une bonne planification, organisation et suivi des actions/projet si besoin. L'inspection a pu voir ce logiciel.

Type de suites proposées : Sans suite
